



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 05 février 2026

L'économie mexicaine aurait enregistré une croissance annuelle de 0,7 % en 2025, d'après les estimations préliminaires de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).

LE CHIFFRE A RETENIR

0,7 %

Taux de croissance de
l'économie mexicaine en
2025

La performance de l'économie mexicaine dépasserait ainsi les attentes du marché (0,4 %) et serait légèrement supérieure à la dernière prévision du FMI (0,6 %). Le dynamisme des exportations a compensé la baisse des investissements privés et publics, dans un contexte de fortes incertitudes et de consolidation budgétaire.

Cette performance légèrement supérieure aux attentes s'expliquerait par le rebond de l'économie au dernier trimestre de l'année. Après s'être contractée de -0,3 % en glissement trimestriel (g.t.) au T3 2025, l'économie a enregistré au T4 son plus fort taux de croissance sur l'année (+0,8 % g.t.).

L'année 2025 marquerait cependant la quatrième année consécutive de ralentissement de la croissance de l'économie mexicaine depuis 2021, particulièrement marqué à partir de 2024 avec une croissance de 1,4 % (contre 3,4 % en 2023).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le gouvernement mexicain a annoncé un programme d'investissements dans les infrastructures pouvant atteindre 5 900 Mds MXN (environ 341 Mds USD) d'ici 2030. Le plan repose principalement sur des financements publics, complétés par des mécanismes d'investissement mixte, avec une priorité marquée pour le secteur énergétique (54 % des montants prévus), ainsi que pour les transports ferroviaires (16 %) et routiers (14 %). L'effort d'investissement s'intensifierait dès 2026 : les dépenses d'infrastructures inscrites au budget fédéral ne représentaient que 2,5 % du PIB, auxquelles devrait s'ajouter un volume supplémentaire proche de 1,9 % du PIB. Les autorités présentent l'investissement public comme un levier central de croissance et de développement régional, avec un objectif explicite de soutien à l'activité économique, à l'emploi et à la redistribution des revenus. Le dispositif prévoit la création d'un conseil de planification stratégique chargé du suivi opérationnel et financier des projets, ainsi que l'introduction de nouveaux instruments de financement visant à améliorer la transparence et l'efficacité des montages financiers, alternative partielle aux schémas de partenariats public-privé (PPP). L'État conserverait un rôle central dans la gouvernance des concessions et la répartition des risques, tout en mobilisant la banque de développement Banobras, les marchés financiers et le secteur bancaire commercial. Dans un contexte de consolidation budgétaire - le déficit étant estimé à 4,3 % pour 2025 - le gouvernement aurait indiqué vouloir concilier discipline économique et relance de l'investissement productif.

Les envois de fonds (*remesas*) des migrants mexicains ont reculé de 4,6 % en 2025, à 61,8 Mds USD, marquant leur plus forte contraction depuis 2009 et mettant fin à 11 années consécutives de croissance, d'après la Banque centrale du Mexique (Banxico). Cette baisse représente près de 3 Mds USD de moins qu'en 2024 (64,7 Mds USD) et intervient dans un contexte de durcissement des politiques migratoires américaines et d'opérations accrues contre les migrants, ainsi que de ralentissement du marché du travail aux États-Unis. Malgré une hausse mensuelle de 1,9 % en décembre, le recul annuel s'inscrit dans une tendance amorcée dès mars 2024. Le nombre total de transactions a diminué de 5,5 % pour atteindre environ 157 millions d'opérations en 2025, tandis que le montant moyen des envois a légèrement progressé de 1 %, à 397 USD, et que 99,1 % des transferts ont été effectués par voie électronique. Dans la majorité des États, la capacité d'achat associée aux *remesas* a reculé, avec des baisses marquées dans l'État de Mexico (-19,5 %), la Ville de Mexico (-16,5 %) et Sinaloa (-15,4 %), alors que Guanajuato, Michoacán et Jalisco demeurent les principaux bénéficiaires en volume. Deuxième

bénéficiaire mondial de *remesas* après l'Inde, le Mexique pourrait connaître un ralentissement supplémentaire des flux en 2026, dans un contexte d'incertitude persistante liée aux politiques migratoires américaines et à la conjoncture économique externe.

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a publié les résultats de son enquête de janvier 2026 auprès de 41 groupes d'analystes du secteur privé, montrant des anticipations macroéconomiques globalement stables. Les prévisions d'inflation générale s'établissent à 3,95 % pour fin 2026 et à 3,73 % pour 2027, tandis que l'inflation sous-jacente est revue à la hausse à 4,11 % pour 2026 et attendue à 3,75 % en 2027. Les anticipations de croissance du PIB demeurent modestes, avec une médiane de 1,30 % pour 2026 (contre 1,15 % précédemment) et 1,80 % pour 2027. Les analystes anticipent par ailleurs un taux de change autour de 18,50 MXN/USD à fin 2026 ainsi qu'un taux directeur proche de 6,50 % sur l'horizon de projection. Les risques identifiés restent majoritairement internes, dominés par les enjeux de gouvernance (41 % des réponses), les conditions externes (24 %) et domestiques (23 %). Parmi les facteurs spécifiques figurent l'insécurité publique (20 %), la politique commerciale (16 %), ainsi que l'absence de réformes structurelles, la faiblesse du marché intérieur et la corruption (8 % chacun). La perception de l'environnement économique demeure prudente : 55 % des analystes anticipent un climat des affaires stable à six mois, 25 % une amélioration et 20 % une détérioration. Si la proportion estimant que la conjoncture actuelle n'est pas meilleure qu'il y a un an recule à 72 % (contre 92 % en décembre), seuls 3 % jugent le moment propice pour investir, tandis qu'environ 48 % le considèrent défavorable et près de 49 % demeurent incertains, reflétant un niveau d'incertitude encore élevé.

Finances publiques

Le déficit public a clôturé l'année 2025 à 4,3 % du PIB et la dette publique à 52,6 % du PIB, atteignant un niveau historique. La cible budgétaire de 3,9 % du PIB, prévue dans le budget 2025 n'a pas été atteinte, mais le déficit s'est bien établi à 4,3 %, comme réestimé dans budget 2026. En revanche, la dette publique a dépassé les 52,3 % prévus pour fin 2025 dans le budget 2026. Le communiqué du ministère des Finances mentionne que « *la dette globale est restée sur une trajectoire viable* », ce qui a permis de « *préserver la notation du pays auprès des principales agences de notation et de maintenir des conditions favorables d'accès au financement* ». Les recettes budgétaires totales n'ont augmenté que de 2,5 % g.a. en termes réels, contre +5,4 % prévu dans le budget 2025, soutenues par la hausse de 3,3 % des recettes non pétrolières compensant la baisse de 2,7 % des recettes pétrolières. Les recettes fiscales ont été dynamiques (+4,1 %) et en particulier les impôts sur les importations (+21,4 %). Elles ont atteint en 2025 un niveau record de

15,1 % du PIB, grâce aux efforts de lutte contre la fraude fiscale et aux efforts constants visant à élargir l'assiette fiscale, en particulier dans le domaine du commerce extérieur. Les dépenses ont quant à elle enregistré une baisse de -1,8 % en termes réels par rapport à 2024, en ligne avec les prévisions du budget 2025.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	05/02/2026
Bourse (IPC)	-1,76%	32,53%	68 730,69 points
Change MXN/USD	0,40%	-15,62%	17,40
Change MXN/EUR	-0,68%	-4,05%	20,53
Prix du baril mexicain	2,32%	-11,11%	60,98

Amérique centrale

Belize

L'inflation est restée contenue au Belize en 2025, à 1,1 % sur l'année, sous l'effet de hausses ciblées des coûts du logement et de la santé. Selon l'Institut de statistique du Belize, les prix à la consommation ont progressé de 0,3 % g.a., tirés par les loyers, le gaz domestique et les services de santé, tandis que la baisse des prix des carburants et un léger recul des prix alimentaires ont partiellement compensé ces pressions.

Costa Rica

Le 1er février 2025, Laura Fernandez Delgado a été élue présidente du Costa Rica au premier tour avec 48,5% des voix et son parti a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée législative. Les élections ont été marquées par une participation électorale record du pays, avec seulement 30 % d'abstention. La 50ème présidente de la République du Costa Rica devrait prendre ses fonctions le 8 mai 2026. Elle se présente comme l'héritière du projet politique du président sortant, Rodrigo Chaves, ayant été Ministre de la présidence (2024 – 2025) et cheffe de son cabinet. Sa campagne s'est axée autour de la sécurité et de la lutte contre le narcotrafic et le crime organisé. Le Partido Pueblo Soberano, parti de la candidate, a remporté 31 des 57 sièges aux élections législatives, obtenant ainsi une majorité absolue. Ceci alors que le parti du Président sortant ne comptait que neuf députés.

La Banque Centrale du Costa Rica (BCCR) prévoit une croissance du PIB de 3,8 % en 2026. La croissance devrait ainsi restée soutenue mais ralentir par rapport à 2025 (4,6%). Le taux de croissance des exportations de services devrait se contracter et atteindre -1,3 % en 2026, ce que la Banque centrale attribue aux sorties d'Intel et de Qorvo du pays. La BCCR signale en outre que le pays enregistre un taux de chômage historiquement bas. Cependant, le faible taux de chômage n'est pas à mettre en lien avec une création d'emplois, mais davantage avec l'évolution démographique du pays et en particulier l'augmentation de la population retraitée.

El Salvador

Les États-Unis et le Salvador ont signé, le 29 janvier, un accord de commerce réciproque visant à supprimer les droits de douane sur certaines exportations. L'accord, signé à Washington entre le représentant au Commerce américain (USTR) et la ministre salvadorienne de l'Économie, doit renforcer les exportations américaines vers le Salvador tout en réduisant les barrières à l'accès des produits salvadoriens au marché états-unien, incluant des engagements sur les normes de propriété intellectuelle et des services numériques. Selon la communication officielle, cette initiative s'inscrit dans un renforcement des relations économiques bilatérales et doit compléter les cadres existants de coopération commerciale entre les deux pays.

La Banque centrale de Réserve (BCR) du Salvador a renforcé ses réserves internationales en achetant 9 298 onces d'or pour un montant de 50 M USD, portant ses avoirs en or à 67 403 onces (+16 %). Cette acquisition s'inscrit dans une stratégie de diversification des réserves menée depuis septembre 2025, période au cours de laquelle le pays a acheté un total de 23 297 onces troy d'or sur les marchés internationaux, pour une valeur estimée à 360 M USD. Selon la BCR, l'or constitue un actif stratégique de long terme permettant de renforcer la solidité financière du pays, de se prémunir contre les chocs sur les marchés internationaux et d'accroître la confiance des investisseurs. Cette politique complète les choix récents du gouvernement visant à diversifier ses actifs de réserve, notamment via le bitcoin.

Les fonds d'investissement au Salvador ont progressé de 23,3 % en 2025, avec des actifs sous gestion atteignant 1,72 Md USD en octobre, selon la Superintendencia del Sistema Financiero. Le marché, qui comptait 1,39 Md USD un an plus tôt, bénéficie de rendements supérieurs aux produits d'épargne traditionnels et d'un accès élargi, notamment via des fonds de court terme à faible ticket d'entrée. Cette dynamique confirme l'essor rapide de cet instrument financier depuis son autorisation en 2014.

Guatemala

Le Guatemala et les États-Unis ont signé, le 30 janvier, un « Accord sur le commerce réciproque » qui selon les autorités guatémaltèques, garantit à 70,4 % des exportations du pays un accès libre de droits de douane au marché américain. Cet accord complète le DR-CAFTA, qui demeure le socle des échanges, en modernisant certaines disciplines commerciales et en renforçant la sécurité juridique des flux bilatéraux. Le dispositif vise à offrir davantage de prévisibilité aux opérateurs économiques et à soutenir la compétitivité des exportations guatémaltèques vers leur principal débouché commercial.

Honduras

Les États-Unis et le Honduras ont ouvert des discussions en vue d'une réduction des droits de douane pesant sur les exportations honduriennes vers le marché américain. Le dialogue, conduit par le représentant américain au Commerce Jamieson Greer, vise à réexaminer plusieurs tarifs jugés pénalisants, notamment le droit de 25 % appliqué aux harnais automobiles et les droits de 10 % sur d'autres produits exportés. Les échanges ont été engagés à la suite d'une rencontre entre Greer et le président hondurien Nasry Asfura, avec l'objectif d'avancer vers un accord bilatéral de commerce réciproque. Dans ce contexte, le président hondurien nouvellement élu doit se rendre cette semaine aux États-Unis, où il doit notamment rencontrer Donald Trump pour aborder les enjeux commerciaux et tarifaires. En 2024, les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 15,8 Mds USD, les principales exportations honduriennes vers les États-Unis étant le café, les vêtements, l'huile de palme, les câbles électriques et les produits de la mer.

Le FMI enverra une mission au Honduras en février pour évaluer les options de financement et l'appui technique au nouveau gouvernement. La mission rencontrera les autorités, le secteur financier et le secteur privé afin d'examiner les possibilités de soutien pour des projets publics, notamment en santé et en infrastructures. Le gouvernement prévoit également des échanges avec les principaux bailleurs multilatéraux (BID, Banque mondiale, BCIE) afin de définir les objectifs macroéconomiques nécessaires à un appui budgétaire accru.

Nicaragua

Les exportations du Nicaragua ont atteint un niveau record de 8,7 Mds USD en 2025, en hausse de 16 % sur un an, portées principalement par le Régime général, dont les ventes extérieures ont dépassé 5,3 Mds USD, tandis que les zones franches ont contribué à hauteur de 3,4 Mds. Malgré des importations élevées (12,4 Mds USD), le déficit commercial s'est réduit par rapport à 2024. L'or demeure le principal produit exporté, devant les textiles, la viande bovine, le café et les composants automobiles, tandis que les États-Unis restent le premier marché, avec une diversification accrue vers l'Amérique centrale, le Mexique, le Canada et l'Union européenne.

Le FMI recommande au Nicaragua de renforcer la gouvernance économique et le climat des affaires pour soutenir la croissance à moyen terme, à l'issue de la consultation de l'Article IV. L'organisme insiste sur (i) la nécessité d'améliorer la transparence budgétaire, (ii) la publication d'états financiers consolidés et d'audits indépendants, ainsi que (iii) la sécurité juridique, notamment en matière de droits de propriété. L'institution souligne également l'importance de réduire les coûts liés à l'activité économique, de stimuler l'investissement privé et de renforcer la lutte contre la corruption afin de préserver la trajectoire de croissance dans un contexte international incertain.

Panama

La Cour suprême de justice du Panama a déclaré inconstitutionnelle la loi approuvant le contrat de concession entre l'État panaméen et Panama Ports Company, filiale du groupe hongkongais Hutchison (détenue à 10 % par l'État panaméen). Rendue le 29 janvier, la décision concerne l'exploitation des terminaux portuaires de Balboa (Pacifique) et de Cristóbal (Atlantique). Ces deux infrastructures concentrent environ 40 % du trafic total et du transbordement du pays, avec des volumes supérieurs à 3,8 millions d'EVP¹. Le contrat, initialement signé en 1997 pour une durée de 25 ans, avait été renouvelé en 2021. La décision intervient dans un contexte de tensions géopolitiques accrues : en 2025, le président des États-Unis avait critiqué la gestion des ports par CK Hutchison, accusant la Chine d'exercer une influence prédatrice autour du canal. Un projet de rachat des concessions par un consortium réunissant BlackRock et TIL (groupe MSC) était par ailleurs à l'étude. Le gouvernement panaméen a indiqué que la continuité des opérations serait assurée à titre transitoire par APM Terminals

¹ équivalent vingt pieds - unité de mesure standard du transport maritime correspondant à un conteneur de 20 pieds (TEU en anglais) et utilisée pour quantifier les volumes et la capacité de traitement des terminaux portuaires.

(Maersk) à compter de la mise en œuvre effective de la décision, et ce jusqu'au lancement d'un nouvel appel d'offres. Panama Ports Company a annoncé le 3 février 2026 l'ouverture d'une procédure d'arbitrage international contre l'État panaméen. De son côté, Pékin a vivement critiqué la décision, tandis que le Département d'État américain et plusieurs pays - Costa Rica, Équateur, Guatemala, Honduras et Paraguay - ont exprimé leur soutien aux autorités panaméennes.

Le Forum économique de la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) s'est tenu les 28 et 29 janvier 2026 à Panama City. Cette deuxième édition, présentée comme le « Davos de l'Amérique latine et des Caraïbes », a réuni plus de 9 000 participants issus de 70 pays, dont environ 2 500 chefs d'entreprise, ainsi que plusieurs chefs d'État et de gouvernement, parmi lesquels Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil), Gustavo Petro (Colombie), Daniel Noboa (Équateur), Bernardo Arévalo (Guatemala) et Andrew Holness (Jamaïque). En marge du forum, les présidents panaméen et brésilien ont signé un accord visant à faciliter les investissements bilatéraux, le Panama (désormais État associé du Mercosur) constituant un partenaire clé du Brésil en Amérique centrale. Des rencontres bilatérales entre dirigeants ont également permis d'aborder des enjeux d'intégration régionale et de coopération économique. Dans un contexte géopolitique incertain, la nécessité de renforcer l'intégration régionale a dominé les discussions. L'économiste français Philippe Aghion a souligné l'importance d'un cadre macroéconomique stable et d'un environnement favorable à l'innovation - faible inflation, concurrence effective, stabilité financière, systèmes éducatifs performants, régulation adaptée et accès au capital. Plusieurs panels ont porté sur les transports, l'énergie, les ressources minières stratégiques, l'alimentation, la transformation productive, le tourisme ou encore la gestion des déchets, avec la participation d'experts régionaux, européens et asiatiques. La Commission européenne a également pris part au forum et a mis en avant, en marge des débats, ses initiatives dans la région via le programme Global Gateway (transport ferroviaire, interconnexions électriques, corridors maritimes verts, etc.).

Le secteur exportateur du Panama enregistre une croissance modérée de 1,6 % en 2025 pour un volume équivalent à 980 M USD. Les poissons et les crustacés sont les produits les plus exportés par le Panama, représentant 22,2 % du total des exportations, suivi par les fruits (11,3 %) et les graisses et huiles (10,7 %). Les États-Unis demeurent la première destination des exportations panaméennes (15 %), devant Taiwan qui représente 12,8 % du total. En outre, 7,7 % des exportations panaméennes ont pour destination la Zone Libre de Colon. En considérant la valeur ajoutée des exportations des régimes spéciaux, le montant total des exportations panaméennes s'élève à 1,3 Md USD en 2025. Cela représente une contraction de

5,3 % des exportations soumises à ce régime spécial, avec pour conséquence une baisse de 0,1 % de la valeur totale des exportations par rapport à 2024.

L'Autorité du canal de Panama (ACP) a publié les critères de préqualification pour les concessions de deux terminaux portuaires « greenfield », Corozal et Telfers, ainsi que pour un projet de gazoduc transisthmique. Le montant total des investissements est estimé à au moins 5 Mds USD. Les futurs ports de Telfers (côte Atlantique) et de Corozal devraient chacun contribuer à une capacité annuelle combinée comprise entre 5 et 6 millions d'EVP. L'appel d'offres final est attendu pour août 2026. Le port de Telfers bénéficierait d'un avantage logistique notable grâce à sa connexion directe au corridor sec du canal, incluant la ligne ferroviaire et l'autoroute transisthmique. Le terminal de Corozal, situé à l'intersection des routes maritimes Est-Ouest et Nord-Sud, disposerait pour sa part d'une position stratégique dans le commerce international. L'ACP a notamment fixé des exigences en matière d'expérience opérationnelle, de volumes de conteneurs et de terminaux gérés, ainsi que de revenus bruts. Concernant le gazoduc transisthmique, la capacité projetée pourrait atteindre 2,5 millions de barils par jour. L'administration du canal a indiqué avoir tenu des échanges préliminaires avec plusieurs entreprises internationales, dont ExxonMobil, Chevron, Phillips 66, Energy Transfer, ENEOS, Targa Resources, Sumitomo Corporation et SMBC, entre autres. Des critères financiers et d'ancienneté ont également été définis pour ce projet.

Caraïbes

Bahamas

Le secteur touristique des Bahamas a enregistré une hausse de 11,4 % g.a. en 2025, atteignant 12,5 millions de visiteurs, selon le vice-Premier ministre Chester Cooper.

Lors de sa présentation devant l'Assemblée législative, celui-ci a attribué ces résultats à des efforts engagés de longue date pour renforcer les partenariats, améliorer les opérations portuaires et développer de nouvelles infrastructures. Les arrivées par voie maritime ont dépassé 10,6 millions de visiteurs, en progression de 14 % g.a., tandis que les arrivées par voie aérienne ont légèrement reculé à 1,7 million de visiteurs, soit une baisse de 1,6 % par rapport à 2024.

Le gouverneur de la Banque centrale des Bahamas, John Rolle, a souligné l'importance des normes internationales, des stratégies fondées sur les données et de la coopération transfrontalière dans la lutte contre la criminalité financière.

Lors de la conférence annuelle consacrée à la recherche sur la criminalité financière aux Bahamas, il a indiqué que le pays mettait en œuvre des mesures proactives pour renforcer ses cadres réglementaires, améliorer l'accès aux données critiques et permettre aux petites juridictions de démontrer leur conformité et leur résilience en amont de la prochaine évaluation mutuelle du Groupe d'action financière (GAFI). Selon le gouverneur, ces initiatives visent non seulement à assurer la conformité réglementaire, mais aussi à préserver la stabilité du secteur des services financiers, maintenir la confiance des banques correspondantes internationales et favoriser l'inclusion économique et financière à l'échelle nationale.

Barbade

Le PIB réel de la Barbade aurait progressé de 2,7 % en 2025, selon les estimations de la Banque centrale.

La croissance aurait été principalement soutenue par le tourisme, les services aux entreprises, la construction et l'agriculture, malgré un contexte marqué par l'intensification des tensions commerciales internationales. La Banque centrale souligne qu'une politique budgétaire prudente aurait permis de dégager un excédent primaire de 3,3 % du PIB en 2025, tandis que le déficit global serait resté quasi nul (-0,01 % du PIB). La croissance économique, conjuguée à un changement d'année de base du PIB et au maintien d'excédents primaires, aurait contribué à réduire le ratio de dette publique à 94,6 % du PIB à fin décembre 2025.

Cuba

Les États-Unis ont renforcé leur pression économique sur La Havane en menaçant d'imposer des droits de douane supplémentaires aux pays fournissant du pétrole à l'île. Cette mesure s'appuie sur un décret présidentiel publié le 29 janvier, intitulé « Faire face aux menaces du gouvernement cubain pour les États-Unis », qui qualifie les actions de La Havane de menace « exceptionnelle et inhabituelle » pour la sécurité nationale américaine. Le texte accuse notamment Cuba de coopérer avec des acteurs considérés comme adverses - dont la Russie, la Chine et l'Iran -, d'accueillir des infrastructures de renseignement étrangères et de renforcer ses liens militaires et sécuritaires avec Pékin. Il évoque également l'accueil de groupes qualifiés de terroristes et met en avant des préoccupations liées aux droits humains, telles que la répression politique, les restrictions aux libertés civiles et les atteintes à la liberté de la presse et de religion. Le décret prévoit la possibilité d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les produits importés aux États-Unis en provenance de pays qui approvisionnent Cuba en pétrole, sans préciser à ce stade ni le niveau des tarifs envisagés ni les partenaires potentiellement visés. Pour sa part, le gouvernement cubain a rejeté les accusations des États-Unis et a dénoncé ce qu'il considère comme un blocus total des carburants, aggravant encore plus les difficultés économiques qui subit la population cubaine. Dans une note publiée le 1er février, le ministère cubain des Relations extérieures a déclaré que Cuba condamnait fermement le terrorisme sous toutes ses formes et réaffirme son engagement à coopérer avec les États-Unis et d'autres pays afin de renforcer la sécurité régionale et internationale. Il a également indiqué que Cuba se dit prêt à relancer et élargir la coopération avec les États-Unis en matière de sécurité et de lutte contre les crimes transnationaux, dans le respect de sa souveraineté, de l'intérêt mutuel et du droit international.

Jamaïque

Les envois de fonds (remittances) vers la Jamaïque auraient progressé de 3 % entre janvier et novembre 2025, atteignant 3,15 Mds USD, selon le dernier bulletin de la Banque de Jamaïque (BoJ). Pour le seul mois de novembre, les transferts ont totalisé 281,2 M USD, en hausse de 14,2 % g.a.. Les États-Unis demeurent la principale source de fonds, représentant près de 67 % des entrées en novembre, devant le Royaume-Uni, le Canada et les îles Caïmans. Selon la BoJ, les envois de fonds constituent une source majeure de devises pour l'économie, équivalant à environ 15 % du PIB, près de 80 % des recettes touristiques et plus de 180 % des exportations.

République Dominicaine

La République dominicaine a présenté, lors du World Governments Summit 2026 à Dubaï, sa stratégie visant à renforcer son positionnement en tant que plateforme logistique régionale. Le président Luis Abinader a exposé les fondements de cette ambition, notamment la localisation géographique avantageuse, la stabilité macroéconomique et le développement des infrastructures portuaires et aéroportuaires. Il a également souligné le rôle des zones franches et des partenariats public-privé dans la création de valeur ajoutée logistique et industrielle. Cette démarche s'inscrit dans un contexte de reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales et de *nearshoring*, qui incitent les entreprises à rechercher des hubs proches des marchés nord-américains. La crédibilité de cette stratégie dépendra de la capacité du pays à optimiser l'efficacité opérationnelle (procédures douanières, interconnexion des infrastructures) et à se différencier face à des concurrents établis, tels que Panama et la Colombie.

En 2025, la République dominicaine a maintenu un niveau élevé d'investissements publics, représentant 2,6 % du PIB, pour un montant d'environ 207,8 Mds DOP (soit environ 3,29 Mds USD). Le déficit public s'est établi à 3,4 % du PIB, tandis que la dette publique est restée globalement contenue. Cette orientation budgétaire s'est inscrite dans un environnement macroéconomique favorable, marqué par une progression soutenue des exportations (+10 % g.a. à fin 2025), un niveau record d'IDE (4,8 Mds USD) et une expansion de l'emploi formel (+120 000 emplois en 2025, dont 47 % dans les secteurs industriels et commerciaux). Les investissements publics ont principalement ciblé des projets d'infrastructures, notamment l'extension du métro de Saint-Domingue, le développement des réseaux routiers ainsi que des projets touristiques et d'aménagement territorial, en particulier dans la province frontalière de Pedernales.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

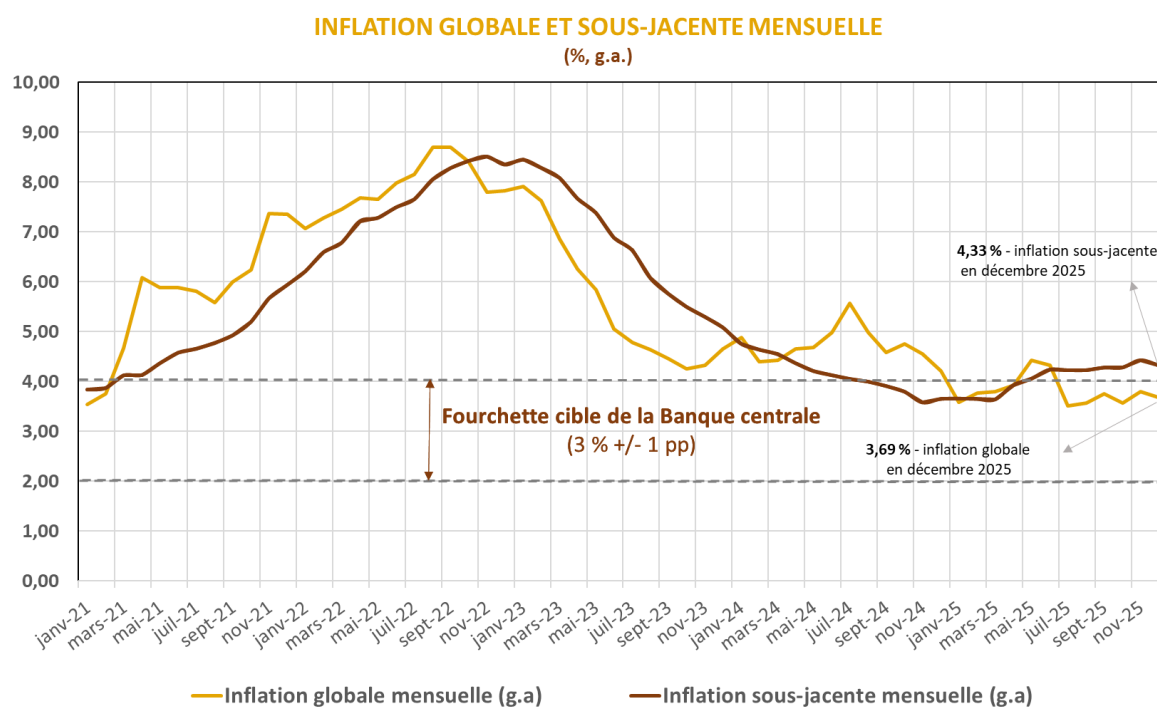
Le gouvernement de Saint-Vincent-et-les-Grenadines a présenté un projet de budget de 1,8 Md XCD (soit 664,87 M USD) pour 2026. Selon le Premier ministre Godwin Friday, ce budget prévoit une augmentation des dépenses de 2 % par rapport à la loi de finances approuvée pour 2025. Les recettes identifiées s'élèveraient à environ 397,2 M USD, pour des dépenses estimées 594,8 M USD. L'administration prévoit de financer le déficit par des prêts concessionnels d'aide au développement ainsi que par une optimisation stratégique des actifs publics.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	0,6%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,25%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

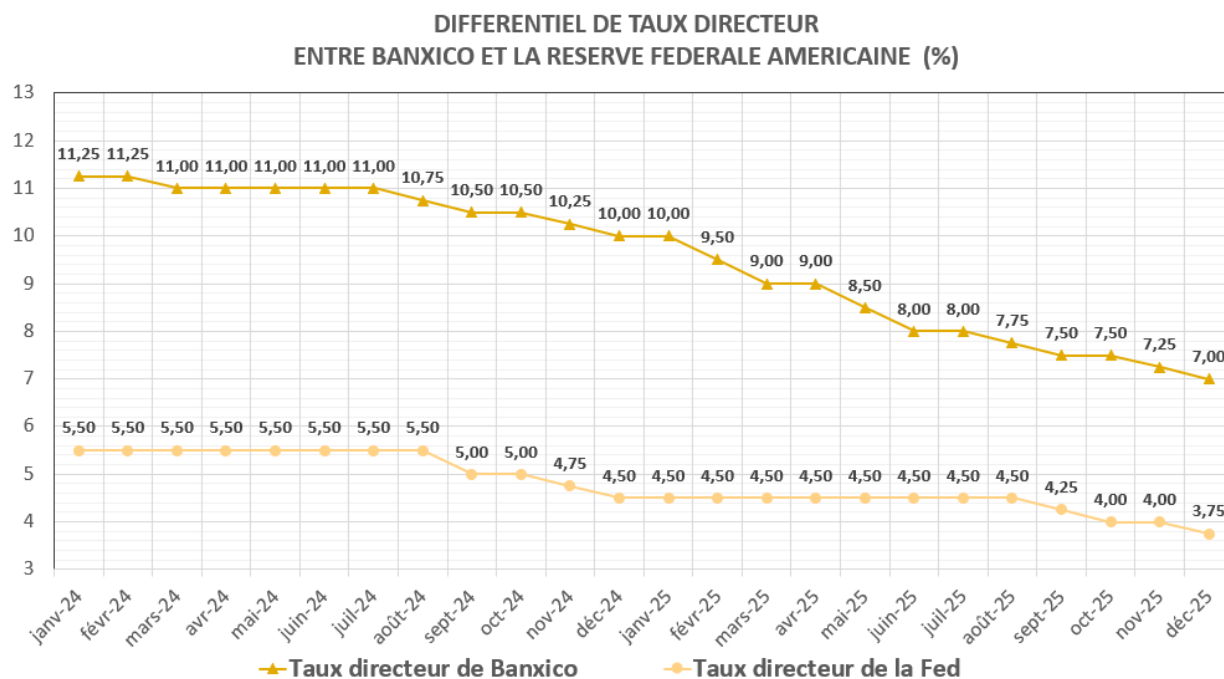
- Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

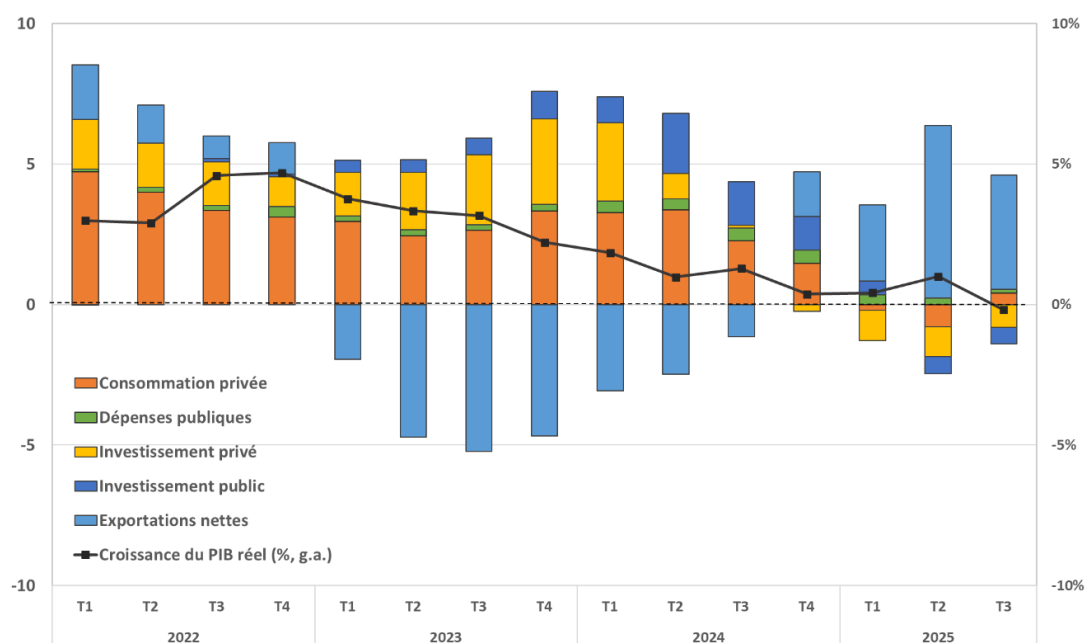
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

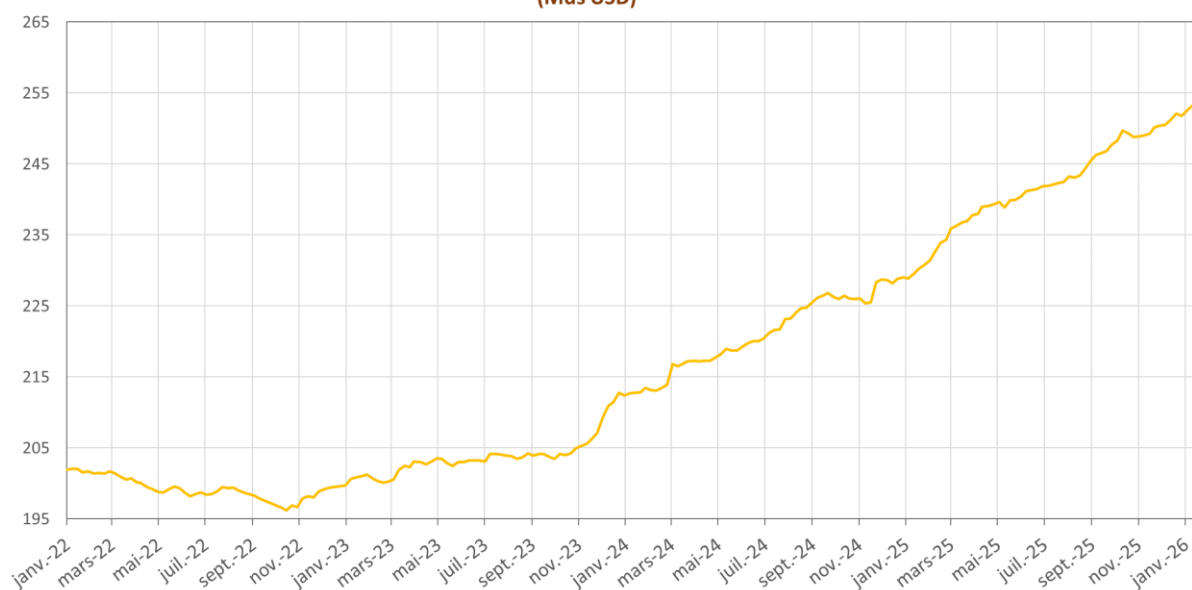
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr